

Dossier n° P 7 a 093

## MESURES DISCIPLINAIRES

---

### Généralités

---

Punitions infligées aux agents responsables  
d'accidents intéressant les transports allemands.

Ms  
31 MAR 1942

0786

→ mention of  
i Ms/Russia  
Planchon hl

Clg 1/2/4

SERVICE CENTRAL DU  
PERSONNEL

PARIS, le 24 MARS 1942.

1ère Division.

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation  
des Régions.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous copie :

- d'une lettre du 21 Novembre 1941 de la W.V.D. BRUXELLES relative aux mesures disciplinaires à prendre pour fautes de service contre des agents de la S.N.C.F. dans le cas où les intérêts allemands sont en jeu;

- d'une lettre du 8 Décembre 1941 adressée par le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. au Secrétaire d'Etat aux Communications pour lui faire connaître comment nous comptons interpréter cette lettre de la W.V.D. BRUXELLES.

Wehrmacht Verkehrs Direktion  
BRUXELLES

Bruxelles, le 21 Novembre 1941.

Abteilung Eisenbahn  
C.3.P.6.Pa (F)

Aux Eisenbahnbetriebsdirektionen LILLE et NANCY

AU CHARLEVILLE, LILLE (HELLEMMES) et TERGNIER  
WA LONGUEAU, LUMES et ROYE.

Délégation de la S.N.C.F. auprès de la W.V.D. et des E.B.D.  
pour information Abt.B.III et Monsieur Ref 60.

Reçu  
9 AVR. 1942

Objet : Compétences disciplinaires pour fautes de service commises par le personnel français.

En cas de fautes de service commises par des agents de chemin de fer français (p.ex. infraction aux règlements, ivresse en service, absence irrégulière) les services français exercent eux-mêmes le pouvoir disciplinaire conformément aux prescriptions françaises en la matière.

Il y a eu des doutes en ce qui concerne la manière de procéder lorsque par une faute de service commise les intérêts allemands sont en jeu. Pour ce motif, il est prescrit ce qui suit :

Le service allemand qui a eu connaissance de pareille faute de service n'est pas compétent pour prononcer lui-même une punition. Si par devoir professionnel, il estime qu'une punition disciplinaire s'impose, il demande au Service dont relève l'agent fautif, par une lettre exposant les motifs, d'infliger une punition en application des prescriptions relatives aux mesures disciplinaires de la S.N.C.F., communication de la punition infligée et confirmation de l'application de la punition.

Si la punition prononcée ne paraît pas proportionnée à la gravité de la faute commise, il peut être exigé une aggravation ou une atténuation.

Si un accord ne peut être obtenu, il y a lieu de saisir l'autorité supérieure.

Toutefois, la révocation ne peut être demandée que par l'E.B.D. ou la Section Chemin de fer de la W.V.D. Un agent révoqué ne peut être réoccupé dans aucun autre Service de la S.N.C.F.

Les prescriptions françaises relatives aux mesures disciplinaires prévoient les punitions suivantes :

A - Punition dont peuvent être frappés les agents du cadre permanent -

I - Agents commissionnés :

a) - Punitions à prononcer par le chef d'arrondissement :

- 1 - le rappel à l'ordre (sans inscription au dossier)
- 2 - le blâme sans inscription au dossier
- 3 - Le blâme avec inscription au dossier.

b) - Punitions à prononcer par le Chef du Service -

- 4 - le blâme du Chef du Service sans réduction de la gratification ou avec réduction de la gratification sans que la réduction puisse dépasser pour un même blâme la moitié de celle-ci.

c) - Punitions à prononcer par le Directeur de l'Exploitation de la Région (ou par le Directeur Général Adjoint pour les Services Centraux).

- 5 - le blâme du Directeur avec réduction ou suppression de la gratification;
- 6) - le blâme du Directeur avec retard d'avancement de 1 à 4 mois;
- 7 - Le déplacement par mesure disciplinaire;
- 8 - La rétrogradation;
- 9 - le dernier avertissement;
- 10 - la radiation des cadres;
- 11 - la révocation.

II - Agents non commissionnés -

a) - Punitions à prononcer par le Chef d'arrondissement -

- 1 - le rappel à l'ordre
- 2 - le blâme sans inscription au dossier
- 3 - le blâme avec inscription au dossier

b) - Punitions à prononcer par le Chef du Service

- 4 - le blâme du Chef du Service,
- 5 - le congédiement par mesure disciplinaire

B - PUNITIONS CONCERNANT DES AUXILIAIRES -

Il n'est pas prévu de punitions déterminées. En règle générale la première faute de service assez grave entraîne le renvoi du service du chemin de fer.

Outre les punitions indiquées ci-dessus, les mécaniciens et les agents de manœuvres peuvent être mis à l'amende. Celle-ci consiste en la suppression partielle ou totale de la prime de travail.

.....



Les ouvriers du pays embauchés et payés par la W.V.D. ne tombent pas sous le coup de prescriptions disciplinaires de la S.N.C.F.; il est recommandé d'appliquer à ceux-ci et conformément à leur sens les prescriptions disciplinaires en vigueur pour les ouvriers de la Reichsbahn; en cas de fautes assez graves, il y a lieu de procéder immédiatement à leur renvoi.

Dans tous les cas de fautes de service commises par des agents des chemins de fer français comportent également une violation des lois ou ordonnances allemandes. Il y a lieu de veiller à ce que le nécessaire soit fait en vue de la condamnation par le tribunal de guerre. Dans chaque cas il y a lieu d'adresser à la W.V.D. un rapport rendant compte de l'incident et indiquant les mesures prises.

(s) Dr. DTANGE.

8 Décembre 1941.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli copie d'une lettre du 21 Novembre 1941 de la W.V.D. Bruxelles relative aux "compétences disciplinaires pour fautes de service commises par le personnel français".

Les dispositions envisagées ne soulèvent pas de notre part d'objection de principe, étant donné que les services allemands reconnaissent ne pas être compétents pour infliger eux-mêmes des sanctions disciplinaires à notre personnel.

Le quatrième alinéa vise cependant le cas où la punition prononcée par la S.N.C.F. ne paraîtrait pas, aux yeux des autorités allemandes, proportionnée à la gravité de la faute commise et où celles-ci estimeraient devoir exiger une aggravation ou une atténuation; il est prévu qu'en cas de désaccord l'autorité supérieure serait saisie; notre intention est de nous adresser dans ce cas, pour le règlement de différend, au Général KOHL par l'intermédiaire de M. le Colonel PAQUIN.

Enfin, il est prévu qu'un agent révoqué ne pourra être réoccupé dans aucun autre Service de la S.N.C.F.; nous interprétons cette disposition dans ce sens que si la faute commise n'était pas d'une gravité telle, au regard de notre propre réglementation, que nous aurions de nous-même infligé la révocation, l'agent intéressé ne pourra être remis en service dans la zone occupée.

Veuillez agréer, .....

Le Président du Conseil d'Administration  
signé : FOURNIER

LE DIRECTEUR  
signé : LEFORT.

722 093 J.M.

27a 993

S.N.C.F.

Délégation Technique Française  
auprès de l'U.S.R. Paris-Midi

BUREAU D'EXPLOITATION

EXPÉDIÉ LE

19 DEC 1941

Paris, le 11 Décembre 1941.

Monsieur le Directeur de l'Exploitation

Région du Sud-Ouest

RÉGION DU SUD-OUEST

5 DEC 1941

Il arrive parfois que la Délégation intervient auprès de l'U.S.R. pour lui demander de faire remettre des peines infligées par des Conseils de guerre allemands à des Cheminots, à la suite de faute professionnelle.

M. TRAMET, M. à l'U.S.R., s'est avisé que l'U.S.R. n'ayant aucune influence sur les Conseils de Guerre, son intervention ne peut jamais obtenir le résultat; aussi, est-il inutile de la saisir désormais dans de pareils cas; toutefois, elle est disposée à excepter, dans certaines circonstances, l'annulation des sanctions administratives si l'on peut estimer que la condamnation fournie par le Conseil de guerre est suffisante.

L'Inspecteur Principal  
Chef de la Délégation,

Signé : DULAC

Signé : DUMAS

Copie pour D.E.F.H.I.  
Ant. de 20.

Château

Copie pour D.E.F.H.I.  
au : Orléans  
Foues  
Bordeaux  
at. Foues  
at. Bordeaux  
L. Trup. H.

S.N.C.F.

Paris, le 1er JUIN 1941

P/7a 093

DELEGATION TECHNIQUE FRANCAISE  
AUPRES DE  
L'E.B.D. PARIS-SÜD.

N° 3108-5654/D/287

OBJET - Abordage brusque  
survenu à Vaires le 28-4-41.

V.R. Dm 753.10 du 29-5-41.

Monsieur le Chef de la Division  
de la Traction  
Région SUD-OUEST

Par lettre 30 H Bl Bu du 28-5-41 dont la traduction vous est adressée ce jour (mon transmis n° 3078-5650/D/282 du 30-5-41), l'E.B.D. Paris-Süd demande que dans tous les cas d'incidents ou accidents intéressant les transports allemands, la punition infligée aux agents responsables lui soit communiquée.

En conséquence, je vous serais très obligé de bien vouloir me faire connaître les punitions infligées au mécanicien et à l'ouvrier reconnus responsables de l'abordage brusque survenu à Vaires le 28-4-41.

L'Inspecteur Principal  
Chef de la Délégation  
signé : DULAC.

Communiqué à Monsieur le CHEF DU SERVICE,  
Sauf objection de sa part, je renseignerai M. DULAC.  
signé : BAROIS  
4-6-41.

D

D'accord.

signé : CARDON

4-6-41.

Dm 161.73/01

Copie pour E - I - F - P

Paris, le 1er Juin 1941  
LE CHEF DE LA DIVISION  
DE LA TRACTION

Copie pour Dm 753.10  
- - 135.03/01  
- - Dp

Classé